REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE SERVICES DU PREMIER MINISTRE

AGENCE ALGERIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT GUICHET UNIQUE ………………

DEMANDE D'ENREGISTREMENT DE L'INVESTISSEMENT

Date …………………………………..

Je soussigné(e)…………………………………………………, né(e) le………………..à…………….demeurant …….titulaire de la CNI/ Passeport n°…………………………..délivré le……………………..par……………………… agissant en qualité de… ……….. ……….pour le compte de………………..,…………… immatriculé au registre du commerce sous le n°……………………en date…………..et titulaire d'un numéro d'identification fiscale (N.I.F) n°………………………………………demande l'enregistrement d'un investissement dans l' / les activité(s) ……………………objet des codes …………entre les actionnaires/associés suivants :

* Nom et prénom :……………………………………………………………
  — Nationalité :…………………………………………………………..
  — Adresse :……………………………………………………………….
* Nom et prénom :……………………………………………………………
  — Nationalité :…………………………………………………………..
  — Adresse :……………………………………………………………….
* Nom et prénom :……………………………………………………………
  — Nationalité :…………………………………………………………..
  — Adresse :……………………………………………………………….

1. type d'investissement

CREATION : ☐

EXTENSION : ☐

REHABILITATION : ☐

2. Description du projet : ……………………………………

3. Lieu d'implantation :
   — siège social :…………………………………………………………….
   — sites d'activités :……………………………………………………….

4. Produits et/ou services envisagés : …………………………………………

5. Capacités prévisionnelles de production et/ou de prestation de services :…………………………

6. Durée de réalisation (mois) :

7. Emplois directs prévus (en sus de ceux existants, éventuellement) : ……….. dont : encadrement……., maîtrise….., exécution…….

En cas d'extension, de réhabilitation :

• Emplois existants :………………………

- Montant des investissements bruts totaux figurant au dernier bilan (en KDA) :...............

8. Montant d'investissement prévisionnel (en KDA) :.......................................

* Dont :
  - En Dinars.......................;

• En devises : ……………….équivalent ………………..(KDA)……………………………….

* Dont biens et services bénéficiant des avantages fiscaux (en KDA)………………………… ;

* Biens et services ne bénéficiant pas des avantages fiscaux (en KDA)……………………….;

* Montant éventuel des apports en nature [1] (en KDA)…;

9. Montant des apports en fonds propres (KDA [1] :……….Dont :
— En numéraire :

* Dinar (KDA)………………………………………..;

* Devises : ………….. équivalent (KDA)………;

— En nature (KDA) : ………………………………….

Sollicite l'enregistrement de mon investissement pour le bénéfice :

☐ des prestations fournies par l'agence ;

☐ des avantages prévus par les dispositions de l'article ………………. [2] de la loi n° 22-18 du 25 Dhou El Hidja 1443 correspondant au 24 juillet 2022 relative à l'investissement ;

Déclare :

☐ Ne pas avoir bénéficié d'avantages, soit pour l'investissement objet du présent enregistrement, soit pour un autre investissement ;

☐ Avoir déjà bénéficié d'avantages, pour :

- l'investissement objet de l'enregistrement n°……………………………………. date…………. et/ou de la décision d'octroi d'avantages n°…………….. date …………..

- **……………………………………………………………**pour un autre investissement (autres activités) : objet d'enregistrement n°…………………… date……… et/ou de la décision d'octroi d'avantages n°…………………. date ……………. dont le taux d'avancement est de……%

Je déclare, sous peine de droit, que les renseignements portés sur la présente,

sont exactes et sincères.

Et m'engage, sous peine de droit :

— à ne pas céder, jusqu'à amortissement total, le matériel acquis sous avantages, ainsi que le matériel existant au sein de mon entreprise avant extension, sauf autorisation de l'Agence ;

— à fournir à l'Agence, l'état annuel d'avancement de mon projet ;

— à signaler à l'Agence, toute modification concernant mon investissement, conformément à la réglementation en vigueur ;

— à demander l'établissement du procès-verbal du constat d'entrée en exploitation, au plus tard, à l'expiration des délais de réalisation qui m'ont été consentis.

Signature de l'investisseur ou de son représentant

---

(1) Pour l'investissement entrant dans le cadre de la délocalisation d'activité à partir de l'étranger, joindre :

— une copie des statuts de la société ;

— une fiche technique de l'investissement à délocaliser ;

— un rapport d'évaluation du commissaire aux apports désigné par le tribunal territorialement compétent ;

— une attestation les investissements et montants de rénovation de biens et équipements établie par un organisme d'inspection et de contrôle accrédité conformément à la réglementation en vigueur.

(2) Pour l'investissement structurant joindre une étude technico-économique faisant apparaître les critères de qualification des investissements structu- rants fixés par le décret exécutif n° 22-302 du 11 Safar 1444 correspondant au 8 septembre 2022 fixant les les critères de qualification des investissements structurants, les modalités de bénéfice des

avantages d’exploitation et les grilles d’évaluation.